

Ce que nous écrivions en Février 2004:

AVEUX ET FALSIFICATIONS

La création de la commission d'enquête tombe dans un contexte où les révélations pleuvent qui mettent en cause la bonne foi des autorités américaines. Et toutes n'émanent pas d'antiaméricains krivino-villepino-lepénistes

Un récent rapport de la très sérieuse *Carnegie Endowment for International Peace*, conclut (dans le rapport *WMD in Irak, Evidence and Implications*, téléchargeable sur leur site) affirme :

- que le programme nucléaire irakien avait été abandonné depuis longtemps,
- que les agents chimiques avait sans doute perdu leur efficacité depuis 1991
- que les capacités de l'Irak à développer des armes biologiques étaient pour le moins douteuses
- qu'au pire on pouvait soupçonner Saddam de pouvoir reprendre son programme dans un délai relativement bref et de se doter de vecteurs dans l'avenir
- et dans tous les cas: « Que l'Irak ait pu détruire, cacher ou sortir du pays des centaines de tonne d'armes chimiques ou biologiques, des dizaines de SCUD et les autres moyens utilisés dans une production en cours d'armes chimiques et biologiques, dont les officiels affirment l'existence, cela est invraisemblable, du moins pas sans que les États-Unis aient détecté un signe de cette activité avant, pendant ou après le période de combat majeure de la guerre ».

Un ancien Secrétaire au Trésor Paul O'Neill s'exprime : il avait démissionné fin 2002 en raison de son désaccord avec la politique fiscale du président Bush. Dans un livre de confidences à un journaliste du *Wall Street Journal* puis dans plusieurs interviews, O'Neill révèle que la guerre contre l'Irak était planifiée bien avant le 11 Septembre. Il ajoute que les rapports de renseignement sur les A.D.M. auxquels il a eu largement accès ne contenaient aucune preuve mais de simples suppositions.

Un rapport de L'institut de recherches stratégiques du Collège de guerre de l'armée américaine critique l'inefficacité de la guerre en Irak dans la lutte contre le terrorisme. C'était une guerre « inutile ».

Kenneth Pollack, un démocrate, auteur d'un livre en faveur de la guerre affirmant que Saddam était sur le point d'acquérir l'arme nucléaire reconnaît à présent dans *The Atlantic Magazine* que le renseignement U.S. s'est basé sur des sources douteuses et qu'en tout état de cause, l'administration Bush a déformé leurs conclusions.

La série se poursuit : voici que, le 23 Janvier, David Kay, le chef des inspecteurs U.S. chargés de retrouver les ADM, démissionne. Il contredit le vice-président Dick Cheney qui soutenait encore que les ADM devaient bien être quelque part. Kay avoue que Saddam Hussein ne possédait pas de stocks d'ADM, qu'il n'y avait donc guère de chances que son équipe de plus de mille personne ait jamais eu la moindre chance les trouver, et moins encore qu'on en découvre un jour.

Le lendemain Powell en est réduit à avouer que ses fracassantes déclarations devant l'ONU étaient basées « sur ce que notre communauté de l'intelligence pensait crédible à l'époque. ».

Même une ancienne star de la politique américaine, Robert Mc Namara, se déclare « dégoûté » de la façon dont l'actuelle administration répète les erreurs et les falsifications d'il y a quarante ans. Et pourtant Mc Namara était responsable de la non-information de la Maison Blanche sur la situation réelle au Vietnam, un trucage si éhonté que depuis sa révélation dans les fameux « papiers du Pentagone », 47 volumes de documents publiés dans les années 60, son nom était devenu synonyme de mensonge d'État. C'est un connaisseur.

En Grande-Bretagne, l'ancien Secrétaire aux Affaires Étrangères Robin Cook affirme qu'il n'est plus possible de soutenir que la guerre « préemptive » d'Irak était justifiée par un quelconque danger et qu'il faut donc renoncer à cette fiction

Cerise sur le gâteau : *the Observer* du 1 Février rapporte les révélations d'agents de l'intelligence U.S. de haut niveau : dès Mai 2003 les autorités U.S. savaient qu'elles ne trouveraient pas de réserves d'armes chimiques ou biologiques en Irak. Ce qui signifie que, dans l'hypothèse qui leur est la plus favorable (à savoir que toute cette affaire résulte d'erreurs des services de renseignement et non d'un mensonge délibéré) les dirigeants U.S. ont perpétué au maximum la comédie de la recherche des ADM pour des raisons de pure propagande.

Faut-il continuer la liste ?

GUERRE DES ARMES ET GUERRE DU FAUX

Par ailleurs, non seulement, les preuves négatives s'accumulent (pas un gramme d'arme chimique, pas un laboratoire crédible...) mais les indices positifs d'un trucage délibéré se multiplient :

- affaire de la vieille thèse de l'étudiant recopiée à la faute d'orthographe près
- affaire Kelly, qui est au départ une affaire de déformation d'un rapport des services de renseignement pour y rajouter l'information que les ADM irakiennes pouvaient être déployées en 45 minutes
- affaire de l'uranium nigérien (Bush déclarant, sans le moindre élément crédible, tout au contraire, que « Le gouvernement britannique a découvert que Saddam Hussein cherchait des quantités significatives d'uranium en Afrique »).
- affaire dite de la « cabale » ». Regroupée au sein de l'OSP (*Office of Special Planning*), une cellule dirigée par Abram Shulsky sous la direction du sous-secrétaire d'État Douglas Feith. Elle était formée par une dizaine d'analystes politiquement proches de Paul Wolfowitz. Ils synthétisaient les données émanant de la « communauté de l'intelligence » (*CIA, National Security Agency, Defense Information Agency, ...*) pour préparer le dossier contre l'Irak. D'après des témoignages, anonymes d'agents de renseignement d'abord, puis celui à visage découvert du lieutenant-colonel à la retraite Kwiatowski, la cabale ne retenait que les indices et témoignages favorables à sa thèse. Elle transformait les hypothèses en certitude quand cela les arrangeait. Ainsi dans les confessions (datant de 1995) de deux exilés irakiens de haut rang, assassinés depuis par Saddam, les frères Kamel, ils ne retenaient les descriptions terrifiantes de l'arsenal

chimique et biologique irakien, mais pas la partie du témoignage où les repentis précisaient que ces armes avaient été détruites, il y a plusieurs années.

En fait, nous commençons à comprendre le mécanisme. Le dossier d'accusation a mêlé au moins six niveaux de réalité :

- Les A.D.M. dont l'Irak avait reconnu l'existence avant le départ des inspecteurs de l'Onu en 98 et qui auraient été détruites

- Celles dont ces inspecteurs pensaient qu'elles leur avaient été dissimulées avant 98 (p.e. des camions laboratoires dont l'existence relève d'une simple hypothèse de travail ou les armes qu'énumérait une thèse d'étudiant de 1991 recopiée fautes d'orthographe comprises par un rapport britannique de Février 2003)

- Des spéculations, comme celle d'un rapport de l' *International Institute for Strategic Studies* à l'automne 2002 sur les armes que les Irakiens auraient pu conserver voire développer depuis 1998, au vu de leurs capacités technologiques supposées

- Des considérations sur les erreurs ou contradictions dans les déclarations de l'Irak à l'ONU juste avant la guerre, au moment où Saddam tentait de démontrer qu'il avait éliminé toute A.D.M.

- Des éléments douteux d'intelligence américaine, comme les photos satellites et enregistrement présentés par Powell aux Nations Unies et interprétés comme des preuves de la duplicité irakienne. Ce fut le cas des tubes d'aluminium dont l'épaisseur laissait penser à Powell qu'ils auraient pu servir dans des centrifugeuses atomiques et qui continuent à diviser les experts

- Divers « tuyaux » vendus aux services de sécurité et plus ou moins vérifiés comme des faux documents sur l'achat d'uranium

- De pures et simples inventions comme les « 45 minutes » ou la légende des drones irakiens qui pouvaient atteindre la côte Est des États-Unis

Un peu compliqué n'est-ce pas ? C'est justement là-dessus que tout repose : en jouant sur les dates et les sources, en mêlant le possible et l'avéré, en multipliant les références convergentes, mais surtout en jouant sur le fait que personne ne croirait à l'énormité de leur mensonge, une poignée d'hommes ont pu manipuler à leur guise la plus formidable machine de surveillance qui ait jamais existé.

DE LA GUERRE PRÉEMPTIVE À LA PRÉCAUTION RÉTROACTIVE

Restent deux arguments qui ne valent guère mieux que celui des ADM :

- 1) Saddam avait un programme d'ADM qu'il n'aurait pas manqué de réaliser rapidement

- 2) Le vrai motif de la guerre est qu'il fallait d'urgence mettre hors d'état de nuire un régime dictatorial. Songez que Saddam gazait son propre peuple !

Or :

L'argument 1 est inapplicable : on concédera que, dans leurs rêves les plus fous, tous les dirigeants autoritaires du monde arabe souhaiteraient se doter d'armes nucléaires comme Israël ou d'ADM ou dominer le monde. Mais il n'y a que dans le roman d'Orwell *1984* ou dans le film de Spielberg *Minority Report* que l'on punit les crimes dès que la tentation en naît dans l'esprit du coupable. Ce ne sont pas exactement des modèles pour une démocratie qui prétend lutter contre les gens qui « haïssent la liberté ». De plus, à supposer même que l'intention du crime (ou l'intention de se doter de l'arme du crime) doive être réprimée comme la chose même, l'Irak sous embargo, sous surveillance constante de la plus grande machine panoptique de l'Histoire, et n'ayant pas la maîtrise de son espace aérien était-il le candidat le plus urgent à une telle démonstration logico-judiciaire ?

L'argument 2 se justifie soit sur un plan moral, soit sur un plan pratique, soit par les deux.

S'il se justifie en morale, pourquoi ne pas l'avoir employé pour rallier la communauté des nations à cette juste guerre et pourquoi avoir menti sur les finalités du conflit ? Il est vrai que cette morale-là n'est peut-être pas si désintéressé : elle confère à un État puissant le droit de supprimer tout régime tyrannique ou il veut et quand il veut (donc à contrario de ne pas le supprimer chez ses alliés, quand cela lui est utile ou quand ce n'est pas opportun). Ainsi formulée, cette quête éthique ressemble furieusement à la poursuite d'intérêts de puissance.

S'il se justifie en pratique, il faut démontrer que la guerre préemptive incite concrètement les tyrans à renoncer à leurs sombres desseins, qu'elle fait reculer le terrorisme, et qu'elle encourage les mouvements démocratiques. La comparaison des résultats en Irak même et des conséquences politiques qu'en ont tiré Pyongyang et Tripoli ne sont pas des preuves aveuglantes de cette logique.

Certains pays peuvent envisager de se doter de technologies de destruction au plus vite puisqu'ils risquent une attaque en tout état de cause. D'autres au contraire négocient contre des avantages politiques et diplomatiques un renoncement à des armes qu'ils ne possèdent peut-être pas ou à peine. La dissuasion dite du fort au fou risque d'être remplacée par la dissuasion du flou au tricheur

Que les U.S.A aient attaqué l'Irak sans A.D.M. et négocie avec la Corée qui les étale au grand jour est absurde. Comme sont absurdes les résultats bien connus des deux guerres de libération récentes : désormais l'Afghanistan démocratique exporte de l'opium et l'Irak libre importe de l'essence.

Tout nous ramène au même point : l'idée, au cœur de la nouvelle doctrine stratégique, à savoir que les U.S.A soient en droit de prendre des mesures de *contre-prolifération pro-actives* comme on dit dans le jargon du Pentagone. En clair : attaquer un pays pour détruire ou saisir ses ADM qu'il serait sur le point d'utiliser ou de fournir à des terroristes. Cette doctrine militaire confond l'intention hostile, le mal politique (la « haine de la liberté » de ces régimes) et la détention d'un certain type d'armes. Il faudrait d'ailleurs questionner la notion même d'A.D.M. qui mêle a) armes atomiques se prêtant à un usage militaire stratégique, b) les armes chimiques efficaces sur des zones territoriales restreintes mais dépendant entièrement de vecteurs high tech et c) des armes biologiques dont personne n'a prouvé qu'il contrôlait vraiment la portée

Cela ne pose pas seulement des problèmes moraux (justification de la frappe sur simple soupçon, risque que d'autres pays n'imitent l'exemple U.S, risque qu'une poignée d'hommes acquièrent ainsi le droit d'attaquer une nation qu'ils estiment dangereuse)...

Il en découle surtout des problèmes de fait : si le prétexte matériel de la frappe préemptive est ou erroné ou falsifié ou impossible à prouver, le système perd toute crédibilité. Il ne vaut que si les alliés -censés s'engager contre un péril pressant menaçant tous les hommes libres - en sont persuadés Et que si l'opinion mondiale est majoritairement convaincue que la guerre n'a pas été menée pour des motifs intéressés. Sinon cette stratégie aboutit à multiplier ses ennemis et à décourager ses amis. Quand la guerre se veut judiciaire, son argumentaire doit être exemplaire.

AU CŒUR DE L'ILLUSION STRATÉGIQUE

Le fait que les A.D.M. aient servi de « prétexte » - quoi que l'on pense du « vrai motif », renverser le régime baasiste, par exemple ou contrôler le pétrole – n'est pas secondaire. Il est impossible de s'en débarrasser sous le prétexte que les guerres ont toujours été déclenchées pour des motifs hypocrites ou fabriqués.L'ADMgate n'est pas du même ordre que le Watergate ou le Lewinskygate.

L'erreur des conséquences à long terme.

Faute d'arme du crime à présenter, la guerre ne remplit ni sa fonction directe (mettre fin au danger), ni sa fonction indirecte de dissuasion. Le message qu'elle est censée envoyer était le suivant : « Dictateurs et terroristes, voyez ce qui arrive à vos semblables. Renoncez à vous doter d'A.D.M. ou à nous menacer, car nous vous frapperons auparavant. ». Mais si ce message par les faits ne repose pas sur des faits crédibles (i.e. s'il n'y a rien d'éliminé ni à éliminer) la réponse devient aléatoire.

Ce n'est ni au nom de l'indignation morale (« Ciel ! les Américains nous ont menti ! ») ni au nom de l'amour de la logique qu'il faut condamner le principe de la guerre préemptive. C'est pour une raison objective. La doctrine américaine a introduit un facteur d'incertitude (et sur les faits et sur le comportement des acteurs). Elle génère donc un désordre contagieux, alors qu'elle était censée combattre le chaos.

S'y ajoute un autre effet pervers : en menant théoriquement une guerre globale à un terrorisme en réseaux et transnational, les U.S.A aboutissent en fait à devoir occuper des territoires dans les mêmes conditions que les armées coloniales de l'ère industrielle. On les connaît : confrontation avec une guérilla enracinée, multiplication des cibles offertes aux terroristes, fourniture de thèmes mobilisateurs à l'idéologie adverse, difficulté de se reposer sur des autorités « indigènes », risque d'éclatement du pays... Le résultat est tout aussi prévisible ;

Pour le dire autrement, une doctrine militaire – appelez la celle de la « guerre préemptive » ou de la « guerre à la terreur » ou de la « guerre sans fin », comme vous voudrez - ne peut pas se fixer trois ennemis à la fois. Elle ne peut définir l'ennemi à la fois par ce qu'il est (le Mal dans l'ordre moral, idéologique ou politique incarné par un régime), par ce qu'il fait (le terrorisme est une méthode, pas une entité politique) et par ce qu'il peut faire (employer des technologies de destruction massive). Savoir qui l'on combat et savoir selon quel critère on aura remporté la victoire sont des apories indispensables dans tout conflit. Dans une guerre classique, le critère de la victoire est de faire céder la volonté de l'ennemi, un acteur politique bien identifié, soit parce qu'il se rend, soit parce qu'il est physiquement éliminé, soit en passant un accord avec lui pour mettre fin à la guerre (un traité). Dans la guerre actuelle, la victoire est par définition impossible

Car

- Comment imposer la démocratie par les bombes ? Voir l'exemple de l'Irak actuel où les U.S.A. sont obligés de refuser ou de retarder les élections de crainte de donner le pouvoir aux chiites.
- Comment éliminer le terrorisme quand il semblerait au contraire que les candidats kamikazes se bousculent et que les U.S.A multiplient leurs ennemis ?
- Comment empêcher les technologies de destruction de se répandre, puisque, par définition, la technologie, c'est ce qui est universellement transmissible ? On ne « désinvente » pas les ADM et on ne les réserve pas à ses alliés.

Tant qu'ils n'auront pas répondu clairement à ces questions, les stratèges U.S. n'adresseront de message clair ni à leurs amis, ni à leurs adversaires. L'idée même qui est au cœur de la doctrine de guerre préemptive (éliminer les périls avant qu'ils ne soient formés, prouver sa « clarté morale » et sa détermination, décourager les candidats à l'agression, à l'acquisition d'ADM et au soutien au terrorisme) fonctionne à vide ou produit son contraire.

Pour le dire d'une troisième façon, à confondre les trois T (Tyrannie, Terreur, Technologie), les U.S.A. se heurtent à trois autres « T » qu'ils n'avaient pas prévus :

Le Trucage révélé sape toute la crédibilité d'un système basé sur l'omniscience présumée (les Méchants n'échappent pas plus à l'intelligence U.S. que Caïn à l'œil de Dieu)

Le Territoire se venge. Quant il faut aller se battre contre des résistants enracinés, l'armée de l'hyperpuissance ne fait pas mieux que celles des vieilles puissances coloniales.

La Transmission de l'hostilité est enclenchée. Plus l'Amérique croit remporter de victoires, plus elle fournit un objet à tous les ressentiments, plus elle leur offre de cibles, plus elle leur fournit de justifications.

François-Bernard HUYGHE